

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/12956]

**8 MAI 2019.** — Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente loi exécute partiellement le règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (refonte).

**Art. 3.** La présente loi transpose partiellement:

1° la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée;

2° la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE;

3° la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

**Art. 4.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, le 17°, inséré par la loi du 19 mars 2014, est remplacé par ce qui suit:

“17° SIS: le système d'information Schengen visé par le règlement (CE) n° 1987/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II), le règlement (UE) 2018/1860 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 relatif à l'utilisation du système d'information Schengen aux fins du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et le règlement (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine des vérifications aux frontières, modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et modifiant et abrogeant le règlement (CE) n° 1987/2006;”.

**Art. 5.** Dans le titre 1<sup>er</sup> de la même loi, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit:

“Chapitre II. Accès au territoire, court séjour et séjour illégal”.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/12956]

**8 MEI 2019.** — Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze wet voorziet in de gedeeltelijke uitvoering van de verordening (EU) nr. 604/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 tot vaststelling van de criteria en instrumenten om te bepalen welke lidstaat verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming dat door een onderdaan van een derde land of een staatloze bij een van de lidstaten wordt ingediend (herschikking).

**Art. 3.** Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van:

1° de richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen;

2° de richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van Richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG;

3° de richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven.

**Art. 4.** In artikel 1, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt de bepaling onder 17°, ingevoegd bij de wet van 19 maart 2014, vervangen als volgt:

“17° SIS: het Schengeninformatiesysteem zoals bedoeld in de verordening (EG) nr. 1987/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 betreffende de instelling, de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem van de tweede generatie (SIS II), de verordening (EU) nr. 2018/1860 van het Europees Parlement en de Raad van 28 november 2018 betreffende het gebruik van het Schengeninformatiesysteem voor de terugkeer van illegaal verblijvende onderdanen van derde landen en de verordening (EU) nr. 2018/1861 van het Europees Parlement en de Raad van 28 november 2018 betreffende de instelling, de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem (SIS) op het gebied van grenscontroles, tot wijziging van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen en tot wijziging en intrekking van Verordening (EG) nr. 1987/2006;”.

**Art. 5.** In titel 1 van dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt:

“Hoofdstuk II. Toegang tot het grondgebied, kort verblijf en illegaal verblijf”.

**Art. 6.** Dans l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, de la même loi, remplacé par la loi du 24 février 2017, les mots "ou d'interdiction de séjour dans le système d'information Schengen" sont remplacés par les mots "et d'interdiction de séjour dans le SIS".

**Art. 7.** À l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 15 juillet 1996 et modifié par les lois des 19 janvier 2012, 24 février 2017 et 21 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 5°, les mots "ou d'interdiction de séjour dans le système d'information Schengen" sont remplacés par les mots "et d'interdiction de séjour dans le SIS";

2° l'alinéa est complété par le 13° rédigé comme suit:

"13° si l'étranger fait l'objet d'une décision ayant pour effet de lui refuser le séjour ou de mettre fin à son séjour."

**Art. 8.** Dans l'article 8bis, § 4, de la même loi, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004 et modifié en dernier lieu par la loi du 24 février 2017, les mots "ou d'interdiction de séjour dans le système d'information Schengen" sont remplacés par les mots "et d'interdiction de séjour dans le SIS".

**Art. 9.** À l'article 21 de la même loi, remplacé par la loi du 24 février 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup> les mots "et lui donner l'ordre de quitter le territoire" sont abrogés;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 10.** Dans l'article 22 de la même loi, remplacé par la loi du 24 février 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots "et donner l'ordre de quitter le territoire" sont abrogés;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 11.** L'article 24 de la même loi, remplacé par la loi du 24 février 2017, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 24. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'il est mis fin au séjour d'un ressortissant de pays tiers autorisé au séjour en application de l'article 61/7, en tant que bénéficiaire du statut de résident de longue durée dans un autre État membre, cet État membre est informé du fait qu'il a été mis fin à son séjour. En cas d'éloignement, l'intéressé est éloigné dans le respect des limites prévues par l'article 61/8.

§ 2. Lorsqu'il est mis fin au séjour d'un ressortissant de pays tiers bénéficiant du statut de résident de longue durée dans le Royaume et qui a obtenu la protection internationale dans un autre État membre, il est demandé à cet État membre de confirmer si l'intéressé y bénéficie toujours de la protection internationale. En cas d'éloignement, l'intéressé est éloigné vers cet autre État membre s'il y bénéficie toujours de la protection internationale.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'intéressé peut être éloigné vers un autre pays que l'État membre qui lui a accordé la protection internationale lorsqu'il existe des raisons sérieuses de considérer qu'il constitue une menace pour la sécurité nationale ou lorsque, ayant été condamné définitivement pour une infraction particulièrement grave, il constitue une menace pour l'ordre public.

§ 3. L'intéressé ne peut en aucun cas être éloigné vers un pays où il est exposé à une violation du principe de non-refoulement."

**Art. 12.** Dans l'article 25, alinéa 2, de la même loi, remplacé par la loi du 24 février 2017, les mots "dans le système d'information Schengen aux fins de non-admission ou d'interdiction de séjour" sont remplacés par les mots "dans le SIS aux fins de non-admission et d'interdiction de séjour".

**Art. 13.** À l'article 41 de la même loi, remplacé par la loi du 19 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "règlement (CE) n° 539/2001 du Conseil du 15 mars 2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation" sont remplacés par les mots "règlement (UE) 2018/1806 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation";

**Art. 6.** In artikel 3, eerste lid, 5°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 februari 2017, worden de woorden "of verblijf gesignaleerd staat in het Schengeninformatiesysteem" vervangen door de woorden "en verblijf gesignaleerd staat in het SIS".

**Art. 7.** In artikel 7, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 15 juli 1996 en gewijzigd bij de wetten van 19 januari 2012, 24 februari 2017 en 21 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 5° worden de woorden "of verblijf gesignaleerd staat in het Schengeninformatiesysteem" vervangen door de woorden "en verblijf gesignaleerd staat in het SIS";

2° het lid wordt aangevuld met een bepaling onder 13°, luidende:

"13° wanneer de vreemdeling het voorwerp uitmaakt van een beslissing die tot gevolg heeft dat hem het verblijf geweigerd wordt of dat er een einde wordt gemaakt aan zijn verblijf."

**Art. 8.** In artikel 8bis, § 4, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 september 2004 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 24 februari 2017, worden de woorden "of verblijf gesignaleerd staat in het Schengeninformatiesysteem" vervangen door de woorden "en verblijf gesignaleerd staat in het SIS".

**Art. 9.** In artikel 21 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "en hem het bevel geven het grondgebied te verlaten" opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 22 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1 worden de woorden "en hen het bevel geven het grondgebied te verlaten" opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

**Art. 11.** Artikel 24 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 februari 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 24. § 1. Wanneer er een einde wordt gemaakt aan het verblijf van een onderdaan van een derde land die met toepassing van artikel 61/7, als begunstigde van de status van langdurig ingezetene in een andere lidstaat, tot een verblijf gemachtigd is, wordt die lidstaat op de hoogte gebracht van het feit dat er een einde werd gemaakt aan het verblijf. In geval van verwijdering wordt de betrokkene met inachtneming van de door artikel 61/8 voorziene grenzen verwijderd.

§ 2. Wanneer er een einde wordt gemaakt aan het verblijf van een onderdaan van een derde land die de status van langdurig ingezetene geniet in het Rijk en die in een andere lidstaat internationale bescherming bekomen heeft, wordt aan die lidstaat gevraagd om te bevestigen of de betrokkene er nog steeds internationale bescherming geniet. In geval van verwijdering wordt de betrokkene naar deze andere lidstaat verwijderd indien hij er nog steeds internationale bescherming geniet.

In afwijking van het eerste lid, kan de betrokkene worden verwijderd naar een ander land dan de lidstaat die hem internationale bescherming heeft verleend, wanneer er ernstige redenen bestaan om hem te beschouwen als een bedreiging voor de nationale veiligheid of wanneer hij, omdat hij definitief veroordeeld is voor een bijzonder ernstig misdrijf, een bedreiging vormt voor de openbare orde.

§ 3. In geen geval mag de betrokkene verwijderd worden naar een land waar hij blootgesteld wordt aan een schending van het non-refoulementbeginsel."

**Art. 12.** In artikel 25, tweede lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 februari 2017, worden de woorden "in het Schengeninformatiesysteem ter fine van weigering van toegang of verblijf" vervangen door de woorden "in het SIS ter fine van weigering van toegang en verblijf".

**Art. 13.** In artikel 41 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 19 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "Verordening (EG) nr. 539/2001 van de Raad van 15 maart 2001 tot vaststelling van de lijst van derde landen waarvan de onderdanen bij overschrijding van de buitengrenzen in het bezit moeten zijn van een visum en de lijst van derde landen waarvan de onderdanen van die plicht zijn vrijgesteld" vervangen door de woorden "Verordening (EU) 2018/1806 van het Europees Parlement en de Raad van 14 november 2018 tot vaststelling van de lijst van derde landen waarvan de onderdanen bij overschrijding van de buitengrenzen in het bezit moeten zijn van een visum en de lijst van derde landen waarvan de onderdanen van die plicht zijn vrijgesteld";

2° dans le paragraphe 4, les mots “règlement (CE) n° 539/2001” sont remplacés par les mots “règlement (UE) 2018/1806”.

**Art. 14.** Dans l'article 43, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 24 février 2017, les mots “et leur donner l'ordre de quitter le territoire” sont abrogés.

**Art. 15.** Dans l'article 44, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, rétabli par la loi du 24 février 2017, les mots “et leur donner l'ordre de quitter le territoire” sont abrogés.

**Art. 16.** Dans l'article 44bis, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, de la même loi, rétabli par la loi du 24 février 2017, les mots “et leur donner l'ordre de quitter le territoire” sont chaque fois abrogés.

**Art. 17.** Dans l'article 44ter de la même loi, inséré par la loi du 24 février 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° le texte actuel devient le paragraphe 2;

2° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit:

“§ 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un citoyen de l'Union ou un membre de sa famille n'a pas ou n'a plus le droit de séjourner sur le territoire, le ministre ou son délégué peut lui donner un ordre de quitter le territoire, en application de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>.”

Lorsque le ministre ou son délégué envisage de prendre un ordre de quitter le territoire, il tient compte de la durée du séjour du citoyen de l'Union ou du membre de sa famille sur le territoire du Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle dans le Royaume et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine.”

**Art. 18.** Dans l'article 44quater de la même loi, inséré par la loi du 24 février 2017, les mots “visé à l'article 44ter”, sont chaque fois remplacés par les mots “visé à l'article 44ter, § 2”.

**Art. 19.** L'article 44nonies de la même loi, inséré par la loi du 24 février 2017, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 44nonies. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un ordre de quitter le territoire est pris à l'encontre d'un citoyen de l'Union ou d'un membre de sa famille, le ministre ou son délégué peut l'assortir d'une interdiction d'entrée sur le territoire du Royaume uniquement pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de santé publique.

§ 2. La durée de l'interdiction d'entrée ne peut pas dépasser cinq ans sauf si le citoyen de l'Union ou le membre de sa famille constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

La durée est déterminée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.

§ 3. L'interdiction d'entrée ne peut pas contrevenir au droit à la protection internationale.”

**Art. 20.** Dans la même loi, il est inséré un article 51/5/1 rédigé comme suit:

“Art. 51/5/1. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'étranger ayant introduit une demande de protection internationale dans un autre État, est en séjour illégal sur le territoire du Royaume et que le ministre ou son délégué estime qu'un autre État est responsable de l'examen de la demande de protection internationale, en exécution de la réglementation européenne liant la Belgique, le ministre ou son délégué adresse à cet État une demande de reprise en charge de l'étranger dans les conditions fixées par cette réglementation européenne.

Lorsque, sur la base d'un examen individuel, il existe un risque non négligeable de fuite de la personne, et uniquement pour autant que le maintien soit proportionné et qu'aucune autre mesure moins coercitive ne puisse effectivement être appliquée, l'étranger peut être maintenu dans un lieu déterminé pour la durée nécessaire à la détermination de l'État responsable, sans que la durée de ce maintien ne puisse excéder six semaines.

Lorsque le ministre ou son délégué n'adresse pas une demande de reprise en charge à l'État responsable dans les délais déterminés par la réglementation européenne liant la Belgique, l'étranger ne peut plus être maintenu sur la base de l'alinéa 2.

§ 2. Lorsque l'étranger doit être transféré à l'État responsable, le ministre ou son délégué prend une décision de transfert et l'enjoint de se manifester auprès des autorités compétentes de cet État avant une date déterminée.

2° in paragraaf 4 worden de woorden “Verordening (EG) nr. 539/2001” vervangen door de woorden “Verordening (EU) 2018/1806”.

**Art. 14.** In artikel 43, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 februari 2017, worden de woorden “en hun het bevel geven het grondgebied te verlaten” opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 44, § 1, van dezelfde wet, hersteld bij de wet van 24 februari 2017, worden de woorden “en hun het bevel geven het grondgebied te verlaten” opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 44bis, §§ 1, 2 en 3, van dezelfde wet, hersteld bij de wet van 24 februari 2017, worden de woorden “en hun het bevel geven het grondgebied te verlaten” telkens opgeheven.

**Art. 17.** In artikel 44ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bestaande tekst wordt paragraaf 2;

2° er wordt een paragraaf 1 ingevoegd, luidende:

“§ 1. Wanneer een burger van de Unie of zijn familielid niet of niet meer het recht heeft om op het grondgebied te verblijven, kan de minister of zijn gemachtigde hem, met toepassing van artikel 7, eerste lid, een bevel geven om het grondgebied te verlaten.

Wanneer de minister of zijn gemachtigde overweegt een bevel om het grondgebied te verlaten te geven, houdt hij rekening met de duur van het verblijf van de burger van de Unie of zijn familielid op het grondgebied van het Rijk, zijn leeftijd, gezondheidstoestand, gezinssituatie en economische situatie, sociale en culturele integratie in het Rijk en de mate waarin hij bindingen heeft met zijn land van oorsprong.”

**Art. 18.** In artikel 44quater van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 februari 2017, worden de woorden “de in artikel 44ter” telkens vervangen door de woorden “de in artikel 44ter, § 2”.

**Art. 19.** Artikel 44nonies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 februari 2017, wordt vervangen als volgt:

“Art 44nonies. § 1. Wanneer een bevel om het grondgebied te verlaten wordt genomen ten aanzien van een burger van de Unie of zijn familielid, kan de minister of zijn gemachtigde dit bevel met een inreisverbod voor het grondgebied van het Rijk gepaard laten gaan, en dit uitsluitend om redenen van openbare orde, nationale veiligheid of volksgezondheid.

§ 2. De duur van het inreisverbod mag vijf jaar niet overschrijden, behalve indien de burger van de Unie of zijn familielid een ernstige bedreiging is voor de openbare orde of de nationale veiligheid.

De duur wordt vastgesteld door rekening te houden met alle specifieke omstandigheden van elk geval.

§ 3. Het inreisverbod kan niet ingaan tegen het recht op internationale bescherming.”

**Art. 20.** In dezelfde wet wordt een artikel 51/5/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 51/5/1. § 1. Wanneer de vreemdeling die in een andere Staat een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend, zich illegaal op het grondgebied van het Rijk ophoudt en de minister of zijn gemachtigde van oordeel is dat een andere Staat, met toepassing van Europese regelgeving die België bindt, verantwoordelijk is voor de behandeling van het verzoek om internationale bescherming, richt de minister of zijn gemachtigde onder de voorwaarden bepaald bij deze Europese regelgeving, tot deze Staat een verzoek om de vreemdeling terug te nemen.

Wanneer er op basis van een individuele beoordeling een significant risico op onderduiken van de persoon bestaat, en enkel voor zover de vasthouding evenredig is en er geen andere, minder dwingende maatregelen effectief kunnen worden toegepast, kan de vreemdeling in een bepaalde plaats vastgehouden worden voor de tijd die noodzakelijk is om de verantwoordelijke Staat vast te stellen, zonder dat de duur van deze vasthouding zes weken te boven mag gaan.

Wanneer de minister of zijn gemachtigde een terugnameverzoek niet binnen de termijnen, bepaald bij de Europese regelgeving die België bindt, aan de verantwoordelijke Staat heeft gericht, kan de vreemdeling niet langer op grond van het tweede lid worden vastgehouden.

§ 2. Wanneer de vreemdeling aan de verantwoordelijke Staat overgedragen dient te worden, neemt de minister of zijn gemachtigde een besluit tot overdracht en gelast hem zich voor een bepaalde datum bij de bevoegde overheden van deze Staat aan te melden.

Lorsque le ministre ou son délégué l'estime nécessaire afin de garantir un transfert effectif, il peut faire reconduire sans délai l'étranger à la frontière.

Lorsque, sur la base d'un examen individuel, il existe un risque non négligeable de fuite de la personne, et uniquement pour autant que le maintien soit proportionné et qu'aucune autre mesure moins coercitive ne puisse effectivement être appliquée, l'étranger peut être maintenu dans un lieu déterminé pour la durée nécessaire à la mise en œuvre du transfert vers l'État responsable, sans que la durée de ce maintien ne puisse excéder six semaines. Le délai du maintien est interrompu d'office tant que le recours introduit contre la décision de transfert visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> a un effet suspensif. Il n'est pas tenu compte de la durée du maintien visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Lorsque le transfert n'est pas exécuté dans le délai visé à l'alinéa 3, l'étranger ne peut plus être maintenu sur la base de ce motif.

§ 3. Aucun étranger ne peut être maintenu au seul motif qu'il est soumis aux procédures instituées par le présent article.

Le maintien visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et au paragraphe 2, alinéa 3, est d'une durée aussi brève que possible et ne se prolonge pas au-delà du délai raisonnablement nécessaire pour accomplir les procédures administratives requises avec toute la diligence voulue jusqu'à l'exécution du transfert.

§ 4. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les mesures de maintien moins coercitives visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et au paragraphe 2, alinéa 3.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le ministre ou son délégué peut également assigner à résidence comme mesure de maintien moins coercitive pour la durée nécessaire à la détermination de l'État qui est responsable de l'examen de la demande de protection internationale et à la mise en œuvre du transfert vers l'État responsable."

**Art. 21.** Dans l'article 68, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 21 novembre 2017, les mots "51/5/1, § 4, alinéa 2," sont insérés entre les mots "51/5, § 6, alinéa 2," et les mots "57/32, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>".

**Art. 22.** Dans l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 10 juillet 1996 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 novembre 2017, les mots "51/5/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 3," sont insérés entre les mots "51/5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 4, alinéa 3," et les mots "74/6 et".

**Art. 23.** Dans l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 15 juillet 1996 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 novembre 2017, les mots "51/5/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou § 2, alinéa 3," sont insérés entre les mots "51/5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou § 4, alinéa 3," et les mots "57/32, § 2, alinéa 2,".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et de la Migration,  
M. DE BLOCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—  
Note

Wanneer de minister of zijn gemachtigde het voor het waarborgen van de effectieve overdracht nodig acht, kan hij de vreemdeling zonder verwijl naar de grens doen terugleiden.

Wanneer er op basis van een individuele beoordeling een significant risico op onderduiken van de persoon bestaat, en enkel voor zover de vasthouding evenredig is en er geen andere, minder dwingende maatregelen effectief kunnen worden toegepast, kan de vreemdeling in een welbepaalde plaats vastgehouden worden voor de tijd die noodzakelijk is voor de uitvoering van de overdracht naar de verantwoordelijke Staat, zonder dat de duur van de vasthouding zes weken te boven mag gaan. De vasthoudingstermijn wordt van rechtswege gestuit zolang het beroep ingediend tegen het in het eerste lid bedoelde besluit tot overdracht opschortende werking heeft. Er wordt geen rekening gehouden met de duur van de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde vasthouding.

Wanneer de overdracht niet binnen de in het derde lid bedoelde termijn plaatsvindt, kan de vreemdeling niet langer op deze grond worden vastgehouden.

§ 3. Geen vreemdeling mag worden vastgehouden om de enkele reden dat hij aan de bij dit artikel ingestelde procedures onderworpen is.

De in paragraaf 1, tweede lid, en paragraaf 2, derde lid, bedoelde vasthouding duurt zo kort mogelijk en niet langer dan de tijd die redelijkerwijs nodig is om de vereiste administratieve procedures zorgvuldig af te ronden totdat de overdracht is uitgevoerd.

§ 4. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de in paragraaf 1, tweede lid, en paragraaf 2, derde lid, bedoelde minder dwingende maatregelen voor vasthouding.

Onverminderd het eerste lid, kan de minister of zijn gemachtigde ook een verblijfplaats aanwijzen als minder dwingende maatregel voor vasthouding voor de tijd die noodzakelijk is voor het vaststellen van de Staat die verantwoordelijk is voor de behandeling van het verzoek om internationale bescherming en voor de uitvoering van de overdracht naar de verantwoordelijke Staat."

**Art. 21.** In artikel 68, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, worden de woorden "51/5/1, § 4, tweede lid," ingevoegd tussen de woorden "51/5, § 6, tweede lid," en de woorden "57/32, § 2, eerste lid".

**Art. 22.** In artikel 71, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 10 juli 1996 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, worden de woorden "51/5/1, § 1, tweede lid, en § 2, derde lid," ingevoegd tussen de woorden "51/5, § 1, tweede lid, en § 4, derde lid," en de woorden "74/6 en".

**Art. 23.** In artikel 74/8, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1996 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, worden de woorden "51/5/1, § 1, tweede lid, of § 2, derde lid," ingevoegd tussen de woorden "51/5, § 1, tweede lid, of § 4, derde lid," en de woorden "57/32, § 2, tweede lid,".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Asiel en Migratie,  
M. DE BLOCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—  
Nota